

Contribution déposée par le Mouvement des Jeunes Socialistes :

Être à la hauteur

Cette contribution thématique se veut un regard sur le monde et sur la gauche tels que les voit notre génération politique.

Nous avons ainsi souhaité dresser un diagnostic de la situation sociale de la jeunesse pour en tirer des perspectives durables. Convaincus que les difficultés de la société se manifestent de plus en plus violemment au sein de la jeunesse, nous avons souhaité apporter notre réflexion autour d'un autre modèle de développement à construire, en s'emparant de la question de la création de la richesse, des outils de redistribution et du rôle de l'action publique.

Nous avons, enfin, souhaité présenter nos ambitions pour la gauche, qui doit se rassembler, résister et inventer aujourd'hui pour construire et transformer demain. Pour cela, nous formulons treize propositions à la famille socialiste pour être à la hauteur des défis de demain.

Contribution présentée par :

Antoine Détourné, Président du Mouvement des Jeunes Socialistes.

« *C'est à la jeunesse qu'il faut s'adresser si l'on veut agir sur les façons de penser les façons de vivre de l'ensemble de la France* ». Léo Lagrange

I. Génération sacrifiée, nous refusons le déclassement et la régression sociale

Notre génération : révélateur des problèmes de la société

Première victime de la régression, la jeunesse est la première touchée par le démantèlement des protections sociales, l'accès aux soins notamment. Plus vulnérable, notre génération en devient d'autant plus précaire.

Face aux inégalités sociales et au détricotage progressif du service public de l'éducation, à travers les suppressions de postes, le démantèlement de la carte scolaire ou le retour d'une vision disciplinaire, l'émancipation et les perspectives d'avenir sont remises en cause. Alors que notre meilleur outil pour réduire les inégalités, l'école, est attaqué de toutes parts, la majorité des jeunes issus des classes populaires et moyennes est confrontée au blocage de l'ascenseur social.

Du fait de la crise du logement, 300 000 jeunes sont dépendants de leurs parents et de plus en plus d'étudiants se salarient pour financer leurs études. Se loger est un parcours du combattant, les loyers engloutissant parfois 50% ou plus des ressources des jeunes.

Face au chômage, le déclassement est le rite d'initiation professionnelle d'un marché du travail où seule compte désormais la place dans la file d'attente. Au sortir de leur formation beaucoup sont obligés d'accepter des postes souvent bien au-dessous de leur niveau de qualification ou parfois même sans aucun lien avec leur orientation professionnelle. C'est la conséquence directe de l'absence d'une politique volontariste pour l'insertion professionnelle, la formation, l'emploi et la lutte contre les discriminations.

Une jeunesse mobilisée refusant la fatalité

Notre génération vit déjà moins bien que celle de ses parents : elle est la caisse de résonance d'une société qui va mal. Les émeutes dans les banlieues autant que les mobilisations sociales (comme le mouvement contre le CPE) qui la traversent régulièrement sont des révélateurs de cet état de fait.

Nous ne sommes pas pour autant fatalistes et résignés. L'engagement est au rendez-vous : défense de l'éducation, des libertés, de l'environnement, de la santé pour tous, actions en faveur d'un droit réel au logement... La jeunesse mobilisée esquisse un autre projet de société, plus solidaire, plus démocratique, plus égalitaire, plus durable. Les politiques menées en faveur de la jeunesse ne peuvent plus se limiter aux questions de sport, d'éducation ou de vie associative. Aujourd'hui, notre génération, parce que première victime de la régression et consciente des enjeux auxquels elle doit faire face, se saisit des questions qui la concernent et se mobilise pour défendre son droit à l'avenir.

II. Face à la violence manifeste dans la société, nous appelons à un autre modèle de développement

Une droite qui relaie un néo-libéralisme destructeur

Nous ne pouvons prédire le nouveau visage que prendra le capitalisme, mais nous constatons que la droite au pouvoir ajoute la régression sociale aux différentes crises qui manifestent l'effondrement du système néo-libéral. Alors que de nombreuses régions dans le monde envisagent et mettent en place des alternatives, la droite au pouvoir poursuit sa fuite en avant: les services publics sont privatisés ou asphyxiés, la protection sociale démantelée, les salariés écartelés entre les emplois à temps partiels et les heures supplémentaires, l'Etat tend de plus en plus à être strictement cantonné à ses prérogatives régaliennes et répressives...

« *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée l'orage* » disait Jean Jaurès. Un siècle a passé, et pourtant la problématique demeure: la progression de la sphère marchande et de la compétition menace la démocratie et la liberté. La doctrine néo-libérale est par nature destructrice de toutes les structures faisant obstacle à la logique du marché.

Fidèles à nos valeurs républicaines et socialistes, nous défendrons sans relâche la liberté et l'émancipation des individus. Celles-ci sont mises en danger par un système capitaliste débridé, porté par la droite néo-libérale, qui semble confondre « liberté » et « absence de règle ». Nous devons dépasser cet ordre économique, humainement sans logique, socialement destructeur, et écologiquement kamikaze. Nous assumons le fait que la liberté ne peut avancer sans égalité.

Une seule solution : un autre modèle de développement

Notre génération est confrontée à trois grandes questions qui bousculent notre société : l'arrêt du mouvement historique de réduction des inégalités et le retour en force de la pauvreté, la crise environnementale, le retournement de la pyramide des âges. Nous ne pouvons les résoudre dans le cadre économique et social actuel.

Le défi majeur posé aux socialistes est celui de la répartition des richesses. En dix ans, la part du travail dans la répartition de la valeur ajoutée a été diminuée de 10 points au profit de la rémunération du capital. Face aux échecs de la droite pour réduire le chômage et la précarité, augmenter le pouvoir d'achat ou relancer la croissance, nous prôtons une nouvelle orientation économique et sociale pour la France, l'Europe et le Monde. Cette nouvelle orientation économique doit notamment reposer sur une meilleure représentation des salariés et autres travailleurs dans leurs entreprises ou leurs bassins d'emplois mais également sur une intervention plus efficace de l'Etat.

Le capitalisme financier échappe à tout contrôle public et démocratique, il hypothèque notre avenir pour le profit maximal d'un tout petit nombre. Pour faire face aux enjeux de demain, nous devons soumettre le pouvoir économique à l'impératif de justice sociale. La puissance publique a un rôle à jouer pour organiser les échanges économiques et internationaux, soutenir l'investissement, définir une vraie politique industrielle, favoriser la recherche et l'innovation. L'éducation, la recherche, la santé notamment, doivent rester des pôles publics dans lesquels le marché n'a pas sa place. Les services publics doivent avoir toute leur place dans cette stratégie économique globale, non seulement parce qu'ils sont sources de cohésion et de justice sociale, mais aussi parce qu'ils sont un outil économique efficace au service de la production et du développement. Nous devons aussi défendre l'économie sociale et solidaire, aujourd'hui étranglée par la pression concurrentielle.

Le développement durable, plus qu'un slogan une nécessité

Des changements climatiques à l'érosion massive de la biodiversité, nous traversons une crise majeure, sans précédent dans l'histoire de l'humanité. C'est l'espèce humaine elle-même, qui, à terme, est menacée par sa propre action, et en premier lieu les populations les plus faibles.

Le développement économique de demain sera durable ou ne sera pas. Nous devons tenir compte des problèmes environnementaux et sociaux qu'engendre notre production agricole, industrielle et énergétique, et créer de nouveaux outils de mesure de la croissance qui prennent en compte la multiplicité de ces aspects. Nous entendons promouvoir un modèle de développement privilégiant les circuits courts (énergies, alimentation ...), un aménagement du territoire raisonné, et les constructions durables. Au-delà des initiatives privées, nombreuses et utiles, c'est bien au législateur d'intervenir et de changer en profondeur nos modes de production et de consommation. Si notre génération sera la première à connaître l'après-pétrole, cela ne doit pas la conduire à accepter n'importe quel modèle de développement. Le problème des agro carburants en est une illustration.

Face à la guerre des générations qu'organise la droite, une seule réponse : la solidarité

La population vieillit ; nous devons proposer une orientation politique qui défende et renouvelle les outils de la solidarité intergénérationnelle. La protection sociale, la santé ou les retraites, ne peuvent être laissés aux mains

de l'initiative privée. Les politiques d'exonération des cotisations sociales doivent cesser : elles menacent la pérennité du financement de la protection sociale pour des résultats insignifiants en matière d'emplois ou d'investissement. Face à cela, nous devons prôner une redistribution plus juste des richesses, qui « taxe » davantage le capital que le travail. Nous militons pour une prise en compte nouvelle de la jeunesse dans l'organisation de la protection sociale : pour permettre l'égalité des conditions d'études et associer les années de formation au calcul des droits à la retraite.

L'allongement de la durée de vie n'est pas un drame comme voudrait le faire croire la droite, au contraire c'est un signe de progrès. Le drame serait de ne pas préparer la société aux évolutions démographiques, l'injustice serait de ne pas permettre à chacun de faire ses choix de manières autonomes tout au long de la vie. C'est pourquoi il serait temps d'aborder la question d'un service public du 4e âge, de la prise en charge quotidienne des personnes âgées sans limiter la question de l'allongement de la vie à celle de l'accompagnement vers la fin de vie.

De nouveaux outils pour l'action publique et un nouveau visage pour la démocratie

Principe d'action et projet de civilisation, nous défendons la démocratie dans toutes les sphères de la société. Républicains, laïcs et socialistes, nous défendons les droits sociaux comme conditions nécessaires à la démocratie, au même titre que les droits civils et politiques. Or le recul de ces derniers interpelle. Face à la personnalisation du pouvoir politique, confrontés au transfert des compétences du suffrage universel vers des instances non élues, ou encore devant la crise de confiance exprimée à l'égard de la politique, nous devons défendre un projet d'approfondissement de la démocratie.

Nous affirmons qu'il est nécessaire de changer la politique pour changer de politique. Les évolutions mondiales ont rendu obsolètes les anciens outils d'intervention publique, et impuissantes des organisations internationales trop souvent soumises aux dogmes du libéralisme économique. Il est désormais nécessaire de renforcer l'intervention et le contrôle citoyen à chaque échelon de l'action publique.

La Vème République est le seul système politique au sein des démocraties occidentales à donner des pouvoirs aussi larges à un exécutif aussi irresponsable. Cet agencement des institutions permet au gouvernement de se détourner du Parlement, et les quelques rafistolages proposés ne nous convainquent pas. Ainsi, nous militons pour une refonte totale de nos institutions, dans une VIème République primo ministérielle : le chef de l'exécutif doit être le Premier ministre, entouré d'un gouvernement politiquement responsable devant le Parlement. La justice ne doit pas être subordonnée au pouvoir exécutif et doit disposer d'une indépendance que la présidence du CSM par le Président de la République ne rend actuellement pas possible. Nous défendons un nouvel acte dans la décentralisation qui passe par la suppression de l'échelon départemental et l'élection au suffrage universel direct des intercommunalités. Cela ira de pair avec une clarification des compétences.

Nous défendons également la construction d'une Europe fédérale. La Commission Européenne – véritable gouvernement européen – serait responsable devant un Parlement Européen aux pouvoirs renforcés dont le mode de scrutin commun à tous les pays assurerait une représentativité plus juste. L'organisation de la confrontation démocratique et du débat d'idées est impérative en Europe car elle est l'échelle pertinente d'intervention des pouvoirs publics pour promouvoir un modèle de développement durable.

Nous plaçons, enfin, pour un changement radical des règles du commerce international, qui ne devra plus reposer sur la recherche d'une concurrence « libre et non faussée », mais devra prendre en compte des critères de progrès humain, de préservation des ressources terrestres et environnementales. Nous souhaitons une harmonisation par le haut des protections dont peuvent bénéficier les travailleurs du monde entier, une intervention forte en faveur de l'environnement, allant bien au-delà des actuelles déclarations de bonnes intentions. Conscients que ces objectifs ne peuvent être atteints dans le cadre des organisations internationales actuelles, nous militons activement pour que ces dernières soient démocratisées, et cessent d'être les élèves zélés des préceptes ultra-libéraux. Elles doivent assumer leur mission de régulation de la mondialisation, de protection du travail et de répartition des richesses.

Peu importe les réticences des forces d'argent : nous devons mettre au centre des préoccupations mondiales le progrès démocratique, économique, social et environnemental des sociétés. C'est cette vision du socialisme du XXIe siècle qui est en soi le meilleur modèle de développement durable.

III. Une gauche unie pour construire l'alternative

Aujourd'hui, le Parti Socialiste ne rassemble à ses côtés qu'une partie de la gauche. L'histoire politique de notre pays nous prouve pourtant que jamais celle-ci n'a gouverné aussi efficacement que lorsqu'elle était unie. Il est de notre responsabilité de bâtir une gauche unie en travaillant avec nos alliés communistes, républicains, verts et radicaux, car nous partageons les mêmes valeurs : solidarité, humanisme, internationalisme et justice sociale.

Si « ce qui nous rassemble est plus grand que ce qui nous divise », alors nous voulons être les initiateurs d'une gauche unie associant tous ceux qui souhaitent dépasser leurs divergences, œuvrer pour le même idéal, pour construire une alternative durable.

Une gauche qui gagne et transforme la société: incarnons le progrès et la modernité

Après plus d'un siècle d'histoire, les socialistes et socio-démocrates, en Europe et dans le monde, composent la seule force de transformation sociale capable de porter le progrès par la réforme. Parce qu'il a guidé l'histoire et l'action socialiste depuis sa genèse, le progrès n'est pas une idée morte et reste le moteur de notre action. Cette idée, comme les autres, est à questionner et à repenser, pour devenir le socle d'un nouvel universalisme. Par sa volonté de transformation, la gauche doit incarner la modernité en donnant des réponses aux nouveaux enjeux d'une société complexe. Après les récents échecs électoraux et les dérives des partis socio-démocrates à travers l'Europe, le Parti Socialiste se doit d'être moteur d'une nouvelle forme de gouvernement décomplexé.

Une gauche ambitieuse pour l'Europe

Nous voulons approfondir la construction Européenne, faire de l'Union Européenne une entité politique fédérale dotée d'un traité politique et social ambitieux. C'est donc à l'élaboration d'un projet pour l'Europe que nous devons nous consacrer, pour permettre de démocratiser l'Union Européenne et bâtir une Europe sociale à la hauteur de nos idéaux et ambitions : un salaire minimum européen, une harmonisation par le haut des protections sociales, la convergence économique pour une fiscalité juste et harmonieuse, le développement des services publics européens, la défense d'une politique industrielle respectueuse de l'environnement et la mise en place d'une politique de création d'emplois. Nous devons devenir les outils de cette ambition en faisant du PSE un véritable parti portant nos idées au plan européen.

Une gauche enracinée dans la société

Pour que la gauche reconquière les couches populaires et s'assure un soutien pérenne, elle doit s'enraciner profondément dans la société. Pour cela, elle doit être à l'image de notre société, en étant présente localement sur l'ensemble du territoire. C'est en étant l'émanation de la population que la gauche pourra la fédérer. Cela passe notamment par la réaffirmation de notre statut d'organisation d'éducation populaire.

Une gauche politique en lien avec le mouvement social dans le respect de son indépendance

Il est urgent de renforcer nos liens avec les acteurs de la société civile et du mouvement social. Convaincus que le renouvellement de nos actes doit s'inspirer de leurs expériences et des nouvelles réflexions, nous devons dialoguer avec les militants, les associations, les syndicats et la gauche intellectuelle tant au niveau national que local, et en faire les partenaires privilégiés de nos propositions et de nos campagnes. Le maillage politique/social/syndical est le fer de lance de la gauche. Nous ne vaincrons les inégalités que si nous sommes capables de faire front commun.

Une gauche qui résiste, construit et invente

Conscients que les Français attendent que notre action menée face à la droite soit critique et propositionnelle, notre méthode doit être celle d'une opposition constructive et sans concession. Elle doit s'appuyer sur une confrontation idéologique avec la droite et proposer un autre projet de société.

IV. Propositions à la famille socialiste pour être à la hauteur des enjeux de demain:

Une Contribution Climat Energie

Sa mise en place serait proportionnée selon le niveau de pollution des activités ou produits concernés, conditionnée à l'existence d'alternatives propres, et à la situation sociale des consommateurs... Elle permettrait un plan massif de lutte contre la crise environnementale, en soutenant la recherche et la production d'énergies renouvelables, l'agriculture biologique, un vaste plan d'économie d'énergie (dans les logements notamment), en réduisant drastiquement l'usage de produits nocifs, en protégeant la biodiversité et en repensant le tissu urbain pour créer la ville durable du XXIe siècle.

La création d'un service public européen du gaz et de l'électricité donnerait les moyens à l'UE de mener une politique environnementale et énergétique raisonnée en faveur des citoyens de l'Union et la renforcerait dans ses négociations avec les pays tiers sur les matières premières.

Appliquer le principe de précaution aux OGM

Si nous sommes favorables à la recherche publique sur les Organismes Génétiquement Modifiés, la culture en plein champ et la commercialisation de ces produits devraient être interdites afin d'empêcher les contaminations, les risques sanitaires et la dépendance des agriculteurs vis-à-vis des firmes multinationales de semenciers. En outre, les dérives relatives à la brevetabilité du vivant imposent un effort de recherche publique.

Un Taux Minimum Interprofessionnel de Croissance des Salaires

Parce que l'augmentation du SMIC n'est pas répercutée aujourd'hui sur l'ensemble des salaires, nous proposons d'étendre le modèle d'augmentation du SMIC à l'ensemble des revenus salariaux, par un taux qui servirait de base à la négociation salariale.

Une politique du logement radicale

Face à l'explosion du nombre de logements vides dans les villes et à l'envolée des loyers, nous proposons de réglementer les loyers par la loi et d'appliquer la loi de réquisition des logements vides.

Pour un droit à la réussite dans l'éducation

L'objectif du système scolaire ne doit plus être la sélection par l'échec, mais l'élévation du niveau de formation de chaque individu et de toute la société. Pour cela, il doit mettre en œuvre tous les moyens disponibles (pédagogie différenciée, soutien scolaire, orientation, plafonnement à 20 du nombre d'élèves par classe...). L'élévation global du niveau de qualification par la réussite de tous est à la fois un impératif économique et un droit démocratique.

Création de sociétés de crédits publiques

Il s'agirait d'un pôle financier public qui prêterait en fonction de critères définis par le Parlement, afin de permettre à la puissance publique d'orienter la création de richesse et de se substituer à la logique usurière du crédit à la consommation privé. Cela doit s'accompagner d'un durcissement de la législation réglementant les crédits à la consommation courante.

Une Allocation d'Autonomie universelle, sociale, individualisée

Cette allocation permettrait à chaque jeune en formation et en insertion de sortir de la précarité et de pouvoir assumer pleinement ses choix de vie.

Une justice des discriminations

À l'instar du pôle financier dans les parquets, nous proposons que soient institués des pôles anti-discrimination, afin de poursuivre et enquêter sur ce type d'infractions.

Un conseil des âges

La pyramide des âges s'est inversée. Les enjeux de la transition démographique sont considérables: protection sociale, services publics, dépendance, logement... Il faut traiter ces questions de façon transversale. Un comité inter ministériel serait mis en place à cet effet. Il permettrait de gérer la transition démographique, et de mettre en place des comités interministériels traitant des questions générationnelles.

La régularisation de tous les sans-papiers

Parce que nous sommes internationalistes et humanistes, nous devons nous préoccuper des personnes sans papiers sur notre territoire. Ainsi, nous souhaitons une régularisation de tous les sans papiers. Cette mesure devrait être la première pierre d'un vaste projet d'intégration axé sur le logement, l'emploi et l'accompagnement aux candidats à l'immigration. Nous devons également engager, au niveau européen, une véritable réflexion sur notre politique d'immigration.

La poursuite de la création d'une société du temps libéré

Parce que nous croyons à la réduction du temps de travail comme facteur de réduction du chômage, et vecteur d'une société du temps libéré et du travail partagé, nous proposons de mettre en place la généralisation effective des 35h et de développer les politiques publiques de loisirs et d'accès à la culture nécessaires à l'émancipation. 32h et semaine de 4 jours sont pour nous des mesures à court terme indispensables.

Le droit de vote pour les résidents étrangers

Parce qu'ils ont les mêmes devoirs que les citoyens français et européens, les étrangers doivent avoir les mêmes droits. Nous devrions permettre aux étrangers de voter et de se présenter lors des élections locales et nationales sous condition de durée de résidence.

L'interdiction du cumul des mandats et la création d'un statut de l'élu

Nous proposons le non-cumul absolu de tout autre mandat avec celui de député. Les indemnités doivent donc être suffisantes pour pouvoir vivre sans avoir besoin de travailler ou d'exercer un autre mandat électif. Un

maire ne devrait plus cumuler aucun autre mandat (conseiller régional, conseiller général, parlementaire) s'il est maire d'une commune de plus de 10.000 habitants. Nous proposons également de restreindre à 2 mandats consécutifs l'exercice d'un même mandat.

Un Tarif Extérieur Commun

Au sein de l'Union Européenne, il serait chargé d'atténuer les différences de protection sociale et environnementale, en surtaxant les produits venant de pays ne respectant pas des normes sociales et environnementales collectivement admises au sein de la zone européenne

*Le progrès n'est pas une idée dépassée.
C'est aux socialistes qu'il appartient de le relancer.
Soyons à la hauteur*

Signataires de cette Contribution:

Les membres du Bureau National du MJS :

Tristan LAHAIS, Martin ABRY DURAND, Elise BOSCHEREL, Amine BOUABBAS, Benoit CURINIER, Laurianne DENIAUD, Pierre FERRARI, Damien FLAMENT, Charlotte GOUJON, Cédric HAUTION, Pierre JOUVET, Damien LELIEVRE, Soizic LOCQUET-NAEL, Heidia MAOUI, Paul MEYER, Houda NEDDER, Morgane OLLIVIER, Laurène PASQUIER, Nicolas PERERA, Joanna PFEIFFER, Marion PIGAMO, Ali RABEH, Livia SAURIN, Kader SELMI, Dimitri SYDOR, Arnaud TAISNE, Mélanie THOMIN et Barbara VERLHAC

Les coordinateurs régionaux du MJS:

Christelle HAMM (Alsace), Quentin MARIDAT (Aquitaine), Lucie NOURREDINE (Auvergne), Kevin BODE (Basse-Normandie), Sylvain DUBREUIL (Bretagne), Adrien SOISSONS (Centre), Anthony VALETTE (Haute-Normandie), Nicolas ANOTO (Ile de France), Philippe ANDRIEU (Languedoc-Roussillon), Sébastien CASARI (Nord Pas-de-Calais), Ange BAZILLE (Provence-Alpes-Côte-d'Azur), Guillaume LAFEUILLE (Picardie) et Aurélie JOLLIVET (Rhône-Alpes)

Les animateurs fédéraux du MJS:

Maud BRISET (01), Alexandre GRARD (02), Pierre-Louis ROLLE (03), Richard CARREAU (04), Frédéric BACHELIER (06), David CUOQ (07), Ryad AIT AMMAR (08), Julien HERVIEUX (10), Mélanie PAULI-GEYSSE (11), Lionel BOSC (12), Anthony KREHMEIER (13), Jorma ACCARD(14), Morgane CADORET (17), Nicolas GONET (18), Yannick GIMENEZ (2B), Marie LOUBIAT (24), Delphine SAILLANT (26), Gaël RAULT (27), Elian MOREAU (28), Yann BURDIN (29), Simon THIROT (33), Lucille CALLEJON (34), Gwenaël STEPHAN (35), Mathieu PETIT (36), Clémence DAUPHIN (37), Guillaume RENAUD (38), Garence HERBILLON (39), Sabbah BAKHALLI (40), Florentin BIZIEUX (41), Johann CESA (42), Mathieu LANDAU (43), Grégoire CHAPUIS (45), Estelle COURAUD (46), Sabrina COMELLO (48), Nicolas CAPELLI (50), Julien DA SILVA (51), Sabrina GHALLAL (52), Amandine BRYI (55), Elise BONATI (57), Rosa CHAOUCH (58), Gregory VANDERBERGHE (59), Aurélie DELOBEL (60), Vincent DAIGNEAU (61), Angélique DELCROIX (62), Tuncay CILGI (64), Benjamin VERDEIL (65), Romain SILVASI (66), Pauline VIES (67), Michael ROY (68), Sven LONCHAMPT (69), Fabrice MORIN (70), Sélyne FERRERO (73), Joseph FAVRE (74), Pauline DREANO (75), Aurélien BATEUX (76), Alexandre GOUTANY (77), Rama SALL (78), Sébastien CARRARA (80), Mathieu SALESSE (81), Marianne FERRARI (83), Elena WINTERHALTER (84), Romain MATHIEU (88), Eve ROBERT (89), Elise BERTHELOT (90), Marion CARRE (91), Nordine RANJY (92), Fanny BOYER (95) et Emmanuel RAVI (971).